

Résolution présentée par la délégation de la République du Congo

Thème Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne Création d'une institution supervisant l'exploitation des ressources

L'Assemblée Générale,

Consternée par la misère des populations et des lieux dans certains pays en voie de développement comme la RDC, la Zambie ou le Niger malgré l'abondance de matières premières dont ils disposent,

Scandalisée par le profit engendré par l'exploitation des matières premières qui bénéficie aux multinationales comme Glencore avec 219'754 M\$ de chiffre d'affaires en 2018 et très peu aux pays dépositaires de celles-ci,

Déplorant que les pays n'étant pas "propriétaires" mais où siègent pourtant ces firmes ne se portent pas garants de la part de responsabilité et de l'impact de ces multinationales,

Remarquant que cette confiscation des revenus ne permet pas d'atteindre les objectifs internationaux du développement durable définis par l'ONU d'ici 2030,

Soulignant le manque d'éthique dont font preuves certaines multinationales avec l'instauration de taux de rentes très peu élevés, moins de 10% dans la plupart des pays Africains, mais aussi la pollution des écosystèmes et les problèmes sanitaires engendrés,

Décide de créer une convention institutionnelle internationale sous l'aile de l'ONU ayant pour but de mieux redistribuer les rentes pour les pays dépositaires des ressources et une vérification sur la réglementation sur la manipulation environnementale des matières premières et les impacts sur la société civile;

- d'instaurer un quota défini par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) de rente qui revient au pays possesseur de ces ressources, afin de lutter contre la malédiction des ressources;
- que des contrôles de surveillance et des vérifications soient mis en place grâce à cette institution pour que les normes économiques, sociales et politiques soient respectées.

Le texte français fait foi.